

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, le 17 juin 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", a donné le 23 juin 1992 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 juni 1992 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", heeft op 23 juni 1992 het volgende advies gegeven :

Observation préliminaire.

Le Conseil d'Etat est requis de donner son avis, dans le très bref délai de trois jours, non seulement sur l'ordonnance en projet, qui comporte trente-huit articles modificatifs de textes existants, mais également sur des projets d'arrêtés réglementaires, l'ensemble de ces textes représentant cent quarante articles, outre les annexes et les formulaires.

Il est évident que, dans un laps de temps aussi court, la section de législation n'a pu se livrer à un examen aussi approfondi de ces textes qu'elle l'aurait souhaité et a dû se borner à soulever les questions qui lui sont apparues avec une évidence particulière, sans au demeurant pouvoir toujours y donner une solution assurée. Il ne lui a pas été possible, en particulier, de vérifier la concordance de la terminologie utilisée dans les différents projets et dans ceux relatifs à la même matière, qui lui ont été soumis antérieurement, ni la cohérence de l'ensemble, malgré la préoccupation dont les auteurs des projets font état à cet égard dans leurs demandes d'avis (1).

(1) S'il avait disposé de plus de temps, le Conseil d'Etat aurait pu formuler un certain nombre de suggestions de nature à améliorer le projet tant du point de vue de la langue que du point de vue de la technique légistique. Les auteurs du projet pourraient, à cet égard, s'inspirer utilement des observations qui ont été faites au sujet des projets d'arrêtés L. 21.602/9 à L. 21.607/9 et L. 21.608/9 à L. 21.611/9 sur lesquels le Conseil d'Etat a donné un avis respectivement le 15 et le 22 juin 1992, dans le délai normal.

Observation préalable.

Dans son avis du 19 juin 1992, l'inspecteur des finances estime que l'avant-projet d'ordonnance n'a pas d'incidence budgétaire "directe" et l'accord du membre de l'Exécutif ayant le budget dans ses attributions ne figure pas dans le dossier soumis au Conseil d'Etat. Si le projet, singulièrement en raison de ses articles 4 et 5, était susceptible d'entraîner des dépenses nouvelles, il conviendrait que le membre de l'Exécutif ayant le budget dans ses attributions donne son accord. C'est sous cette réserve que le présent avis est donné.

Observations générales.

1. L'objet principal de l'avant-projet est d'adapter l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme au projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain, lequel a fait l'objet de plusieurs amendements, approuvés en première lecture lors de la réunion du 10 juin 1992 des commissions réunies de l'Aménagement du territoire, de la Politique foncière et du Logement, et de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau. Par ailleurs, dans une moindre mesure, il s'agit de tenir compte du projet d'ordonnance relative au permis d'environnement, également en discussion au Conseil de la région.

Une telle façon de procéder n'est pas heureuse. En effet, il s'agit d'adapter l'ordonnance du 29 août 1991

.../...

précitée à des textes qui ne sont pas définitifs, puisqu'ils sont toujours en discussion au sein de l'assemblée et pourront faire l'objet d'amendements, le cas échéant, importants.

Ainsi, par exemple, à l'article 6 de l'avant-projet, il est fait référence aux articles 30 et 37 de l'ordonnance relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-capitale. Une telle référence perdrait toute signification s'il advenait que le contenu de ces articles, tel qu'il a été adopté lors de la réunion du 10 juin 1992 des commissions réunies, venait à être substantiellement amendé.

Dès lors, il est pratiquement impossible au Conseil d'Etat de donner un avis sur un avant-projet modifiant un texte dont il n'est pas certain que le contenu sera celui que l'auteur du projet lui prête actuellement.

Cette manière de procéder est de nature à affecter la sécurité juridique.

2. L'avant-projet d'ordonnance est une illustration du danger du procédé de la législation par référence (2), danger sur lequel l'attention de l'Exécutif a été attirée par la section de législation dans son avis donné le 1er juillet 1991 sur le projet d'ordonnance relative à

(2) Le danger est accru encore par le foisonnement des normes et l'accélération de la cadence de leurs modifications.

l'évaluation des incidences en milieu urbain, toujours en discussion (3).

Pour atténuer, dans la mesure du possible, ce danger, le texte en projet devrait plutôt faire référence à des notions juridiques précises et connues, comme celles d'étude d'incidences, de rapport d'incidences ou encore de "projet mixte", au sens du projet d'ordonnance relative au permis d'environnement.

L'observation vaut, en particulier, pour les articles 6, 8, 12 (en ce qu'il introduit un article 58bis, alinéas 3 et 4), 15, 25 (en ce qu'il modifie l'article 119, § 3, alinéa 2), 30 (en ce qu'il modifie l'article 142, § 3, alinéa 2), et 31 de l'avant-projet.

3. Il est plus encore déconseillé de reproduire dans deux ordonnances la même disposition destinée à s'appliquer à des objets différents.

L'observation vaut, en particulier, pour l'article 8, 1^o, de l'avant-projet, qui s'inspire de l'article 29, § 1^{er}, du projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain, ainsi que pour l'article 22, en tant qu'il modifie l'article 111, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, et pour l'article 29, en tant qu'il ajoute à l'article 140 de la même ordonnance un alinéa 5 nouveau. Ces

(3) Doc. C.R.B., sess. ord. 1991-1992, n^o A-162/1.

textes répètent des dispositions déjà inscrites dans l'avant-projet d'ordonnance relative au permis d'environnement.

Observations particulières.

Article 2.

La disposition en projet modifie l'article 11, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme pour inclure le permis de lotir dans l'énumération contenue dans la disposition.

Dans l'avis qu'il a donné le 15 juin 1992 sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale "relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions de concertation, instituées par l'article 11 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme" (L. 21.604/9), le Conseil d'Etat, dans l'ignorance de l'ordonnance en projet, n'a pas pu tenir compte des modifications que celle-ci tend à apporter à ladite ordonnance du 29 août 1991.

Article 3.

La modification que la disposition en projet entend apporter à l'article 13, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 est superflue. En effet, l'article 13, alinéa 2, tel qu'il est actuellement rédigé, implique nécessai-

.../...

rement l'adoption, par l'Exécutif, d'une disposition réglementaire transitoire. Le Conseil d'Etat a, du reste, été, il y a peu, saisi d'un projet d'arrêté de l'Exécutif en ce sens.

La disposition doit être omise et la numérotation adaptée en conséquence.

Article 12.

L'article 58bis en projet, en ses alinéas 3 et 4, organise un système qui permettrait à l'Exécutif d'éviter de prendre une décision motivée dans le délai fixé par l'article 54, alinéa 1er, de l'ordonnance en vue de faire réaliser une étude d'incidences.

La disposition en projet prévoit, d'autre part, en son alinéa 2, l'obligation pour l'Exécutif de motiver sa décision, lorsqu'il estime inopportun de faire procéder à l'étude d'incidences.

Il serait plus cohérent d'omettre l'alinéa 3 en projet de telle sorte que si, à l'expiration du délai visé à l'article 54, alinéa 1er, l'Exécutif n'a pas décidé que l'étude est inopportune, son silence équivaldrait à une décision implicite de réaliser l'étude d'incidences.

Au surplus, à l'alinéa 2, il y a lieu de supprimer l'obligation de motiver la décision, une telle obligation

.../...

résultant de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Article 18.

Selon l'exposé des motifs, l'intention des auteurs de l'avant-projet est de lever une équivoque concernant l'application de la règle de la péremption à tous les permis, y compris les permis à durée limitée. Il est exposé, en particulier qu'

"il n'est nullement souhaitable que le titulaire d'un permis à durée limitée puisse attendre deux ans avant de mettre en oeuvre son permis prolongeant ainsi de fait la durée d'une autorisation qui, précisément, n'est que provisoire pour éviter que notamment les autorités publiques ne soient éventuellement bloquées dans le cadre de l'aménagement futur du bien concerné par le permis à durée limitée".

Or, tel qu'il est libellé, le nouvel article 87, alinéa 7, provoquerait de nouvelles difficultés d'interprétation, encore accentuées par le fait que c'est seulement à l'article 187, alinéa 1er, de l'ordonnance, soit au chapitre des infractions, qu'apparaît l'obligation de remettre les lieux en leur pristin état au terme du délai de validité d'un permis temporaire.

La solution pourrait consister à insérer dans l'article 88 une disposition qui prévoirait que le délai fixé par le permis n'est pas susceptible de suspension ou d'interruption et qu'au terme du délai, le titulaire du

.../...

permis a l'obligation de remettre les lieux en l'état où ils se trouvaient avant la mise en oeuvre de l'autorisation.

Article 22.

1. Comme en ont convenu les délégués de l'Exécutif, la vérification effectuée par la commune en vertu de l'article 111, alinéa 1er, en projet n'a de sens que si, en l'absence des documents requis par la législation relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets, le dossier de demande de permis doit être considéré comme incomplet.

Il y a donc lieu de compléter en ce sens l'article 111 par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

"En cas d'application de l'ordonnance du ... précitée, le dossier de la demande de permis est incomplet en l'absence des documents requis par cette ordonnance".

La même observation vaut pour l'article 29, 1^o, en projet.

2. L'on n'aperçoit pas le lien entre l'intitulé de la section II et les alinéas 2 et 3 de l'article 111 en projet. Ceux-ci trouveraient mieux leur place à l'article 108 de l'ordonnance du 29 août 1991.

.../...

Article 24.

Au paragraphe 3, alinéa 1er, en projet, il y a une distorsion entre le dispositif et le commentaire de l'article qui déclare reprendre le mécanisme de l'article 46 de la loi organique du 29 mars 1962. Or, dans l'article 46, alinéa 5, dont s'inspire le paragraphe 3, alinéa 1er, il s'agissait d'une faculté alors que dans le texte en projet il semble y aller d'une obligation, dans le chef de la commune, bien qu'à l'alinéa 2, il soit écrit que le collège des bourgmestre et échevins "peut également" refuser le permis.

Le texte doit être revu.

Article 28.

Le 2^o de l'article 139 en projet est inutile, car l'article 139, alinéa 2, prévoit déjà que "l'Exécutif détermine la liste des personnes de droit public visée à l'alinéa premier".

Inleidende opmerking.

Van de Raad van State wordt gevergd dat hij binnen de zeer korte termijn van drie dagen advies uitbrengt over de ontworpen ordonnantie, die achtendertig artikelen tot wijziging van bestaande teksten omvat, maar tevens over ontwerpen van verordeningsbesluiten, waarbij die gezamenlijke teksten overeenkomen met honderdveertig artikelen, naast de bijlagen en formulieren.

Het is duidelijk dat de afdeling wetgeving binnen een zo korte termijn geen zo grondig onderzoek aan die teksten heeft kunnen wijden als zij het zou hebben gewenst en zich heeft moeten bepalen tot het opwerpen van een aantal punten die haar bijzonder duidelijk zijn toegeschenen, zonder hiervoor overigens steeds een afdoende oplossing te kunnen bieden. Zij heeft in het bijzonder niet de overeenstemming kunnen nagaan van de terminologie die in de verschillende ontwerpen gebezigd wordt met die in de verschillende ontwerpen betreffende dezelfde aangelegenheid die haar vroeger zijn voorgelegd, noch de samenhang van het geheel, ondanks het verlangen waarvan de stellers van de ontwerpen te dien aanzien in hun adviesaanvragen melding hebben gemaakt (4).

-
- (4) Als de Raad van State over meer tijd had beschikt, had hij een aantal voorstellen kunnen doen waardoor het ontwerp zowel uit het oogpunt van het taalgebruik als uit wetgevingstechnisch oogpunt verbeterd zou kunnen worden. De stellers van het ontwerp zouden wat dit betreft zeer geschikt terug kunnen grijpen naar de opmerkingen die gemaakt zijn over de ontwerpen van besluiten L. 21.602/9 tot L. 21.607/9 en L. 21.608/9 tot L. 21.611/9, waarover de Raad van State respectievelijk op 15 en 22 juni 1992 binnen een normale termijn van advies heeft gediend.

.../...

Voorafgaande opmerking.

In zijn advies van 19 juni 1992 is de inspecteur van Financiën de mening toegedaan dat het voorontwerp van ordonnantie geen "rechtstreekse" terugslag heeft op de begroting en de akkoordbevinding van het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, bevindt zich niet in het aan de Raad van State voorgelegde dossier. Zou het ontwerp, inzonderheid vanwege de artikelen 4 en 5 ervan, nieuwe uitgaven kunnen meebrengen, dan zou het aangewezen zijn dat het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, zijn instemming betuigt. Het is met dat voorbehoud dat dit advies wordt gegeven.

Algemene opmerkingen.

1. Het voornaamste oogmerk van het voorontwerp is het aanpassen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, aan het ontwerp van ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten, ten aanzien waarvan verscheidene amendementen zijn ingediend die in eerste lezing zijn goedgekeurd op de vergadering van 10 juni 1992 van de verenigde commissies van Ruimtelijke Ordening, Grondbeleid en Huisvestingsbeleid, Leefmilieu, Natuurbeschoud en Waterbeleid. Voorts is het in mindere mate de bedoeling aan te haken bij de ontwerp-ordonnantie betreffende de milieuvergunning, die eveneens bij de Gewestraad ter discussie ligt.

.../...

Zulk een manier van tewerk gaan is niet zeer geschikt. Het gaat er namelijk om de voornoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 aan te passen aan teksten die niet definitief zijn aangezien zij nog steeds ter discussie liggen bij de Raad en er misschien wel belangrijke amendementen op kunnen komen.

Zo bijvoorbeeld wordt in artikel 6 van het voorontwerp verwezen naar de artikelen 30 en 37 naar de ordonnantie betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Zulk een verwijzing zou niet langer enige betekenis hebben in het geval de inhoud van die artikelen, zoals hij goedgekeurd is op de vergadering van 10 juni 1992 van de verenigde commissies, substantieel geamendeerd zou worden.

De Raad van State kan derhalve vrijwel onmogelijk adviseren omtrent een voorontwerp tot wijziging van een tekst ten aanzien waarvan de Raad van State niet zeker is dat hij dezelfde inhoud zal hebben als de steller van het ontwerp er nu aan geeft.

Een dergelijke manier van tewerk gaan kan de rechtszekerheid in het gedrang brengen.

.../...

2. Het voorontwerp van ordonnantie is een voorbeeld van het gevaar dat schuilt in het tot stand brengen van wetgeving door verwijzing (5), op welk gevaar de Executieve opmerkelijk gemaakt is door de afdeling wetgeving in het advies dat deze heeft gegeven op 1 juli 1991 over het ontwerp van ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten, dat nog steeds besproken wordt (6).

Om dat gevaar zoveel mogelijk te verminderen zou in de ontworpen tekst veeleer naar precieze en bekende rechtsbegrippen verwezen moeten worden, als daar zijn de begrippen milieu-effectstudie, milieu-effectrapport of ook nog "gemengd project" in de zin van het ontwerp van ordonnantie betreffende de milieuvergunning.

Deze opmerking geldt in het bijzonder voor de artikelen 6, 8, 12 (in zoverre het een artikel 58bis, derde en vierde lid, invoegt), 15, 25 (in zoverre het artikel 119, § 3, tweede lid, wijzigt), 30 (in zoverre het artikel 142, § 3, tweede lid, wijzigt), en 31 van het voorontwerp.

3. Nog sterker wordt afgeraden in twee ordonnanties dezelfde bepaling op te nemen die op verschillende aangelegenheden toepassing moet vinden.

(5) Het is nog groter geworden doordat er normen te over zijn en het tempo waartegen zij worden gewijzigd nog is opgevoerd.

(6) Stuk BHR, gew. zitt. 1991-1992, nr. A-162/1.

De opmerking geldt vooral voor artikel 8, 1°, van het voorontwerp, dat aanhaakt bij artikel 29, § 1, van het ontwerp van ordonnantie betreffende de beoordeling van stedelijke milieu-effecten, alsook voor artikel 22, in zoverre het een wijziging inhoudt van artikel 111, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, en voor artikel 29, in zoverre het aan artikel 140 van dezelfde ordonnantie een nieuw vijfde lid toevoegt. Die teksten herhalen bepalingen die al vervat zijn in het voorontwerp van ordonnantie betreffende de milieuvergunning.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 2.

De ontworpen bepaling wijzigt artikel 11, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw teneinde de verkavelingsvergunning op te nemen in de opsomming die in die bepaling wordt gegeven.

De Raad van State, die onkundig was van de ontworpen ordonnantie, heeft in het advies dat hij op 15 juni 1992 gegeven heeft over een ontwerp-besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de overlegcommissies opgericht door artikel 11 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de

.../...

stedebouw" (L. 21.604/9) de wijzigingen die de ontworpen ordonnantie in de genoemde ordonnantie van 29 augustus 1991 beoogt aan te brengen niet in de beschouwing kunnen betrekken.

Artikel 3.

De ontworpen bepaling beoogt een nodeloze wijziging aan te brengen in artikel 13, tweede lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991. Zoals artikel 13, tweede lid, immers nu geredigeerd is, houdt het noodzakelijkerwijze in dat de Executieve een bestuursrechtelijke overgangsbepaling aanneemt. De Raad van State is overigens recentelijk in die zijn geadieerd ter zake van een ontwerp-besluit van de Executieve.

De bepaling dient te vervallen en de nummering dient dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 12.

Het derde en het vierde lid van het ontworpen artikel 58bis zetten een regeling op die de Executieve in staat zou stellen om te voorkomen dat een met redenen omklede beslissing moet worden genomen binnen de in artikel 54, eerste lid, van de ordonnantie bepaalde termijn met het oog op het laten uitvoeren van een milieu-effectstudie.

.../...

Daarenboven bepaalt het tweede lid van de ontworpen bepaling dat de Executieve verplicht is haar beslissing te motiveren wanneer zij het niet opportuun acht een milieu-effectstudie te laten verrichten.

Er zou blijk gegeven worden van meer samenhang als het ontworpen derde lid werd weggelaten, zodat als de Executieve bij het verstrijken van de in artikel 54, eerste lid, bepaalde termijn niet heeft besloten dat de studie niet-opportuun is, haar stilzwijgen gelijk zou staan met een impliciete beslissing om de milieu-effectstudie tot stand te brengen.

Overigens dient in het tweede lid de verplichting om de beslissing te motiveren te vervallen, nu een dergelijke verplichting ontstaat uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 18.

Volgens de memorie van toelichting is de opzet van de stellers van het voorontwerp het beëindigen van onduidelijkheid ten aanzien van het toepassen van de vervalregel op alle vergunningen, inclusief op de vergunningen voor een beperkte duur. In het bijzonder staat er geschreven :

"Het is geenszins wenselijk dat de houder van een vergunning van beperkte duur twee jaar mag wachten om van zijn vergunning gebruik te maken en dat hij zodoende de feitelijke duur verlengt van een toelating

.../...

die slechts voorlopig is, om te vermijden dat de overheid eventueel geblokkeerd wordt in het kader van de toekomstige aanleg van het goed waarop de vergunning van beperkte duur slaat".

Gelijk het nieuwe artikel 87, zevende lid, gesteld is, zou het evenwel leiden tot nieuwe interpretatiemoeilijkheden, die nog groter worden doordat pas in artikel 187, eerste lid, van de ordonnantie, namelijk in het hoofdstuk dat handelt over de misdrijven, sprake is van de verplichting om aan het einde van de termijn waarbinnen een tijdelijke vergunning geldig is, de plaats in haar vroegere staat te herstellen.

De oplossing zou erin kunnen bestaan in artikel 88 een bepaling in te voegen waarin zou worden gesteld dat de in de vergunning vastgestelde termijn niet kan worden geschorst of gestuit en dat de houder van de vergunning na het verstrijken van de termijn verplicht is om de plaats te herstellen in de staat waarin zij zich bevond voordat de vergunning gold.

Artikel 22.

1. De gemachtigden van de Executieve zijn het ermee eens dat de toetsing die door de gemeente krachtens het ontworpen artikel 111, eerste lid, gedaan wordt maar zin heeft wanneer het dossier betreffende de aanvraag van de vergunning als onvolledig dient te worden aangemerkt omdat de stukken ontbreken die vereist zijn krachtens de wetgeving

.../...

op het voorafgaande beoordelen van het milieu-effect van sommige projecten.

Artikel 111 dient dus in die zin te worden aangevuld met een nieuw tweede lid, luidende :

"Bij toepassing van de voormelde ordonnantie van ... is het dossier betreffende de aanvraag van de vergunning onvolledig in het geval de krachtens die ordonnantie vereiste stukken ontbreken".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 29, 1^o.

2. Niet te begrijpen valt het verband tussen het opschrift van afdeling II en het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel 111. Deze zouden beter op hun plaats staan in artikel 108 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Artikel 24.

Ten aanzien van de ontworpen paragraaf 3, eerste lid, is er een wanverhouding tussen de tekst en de toelichting bij het artikel, in welke toelichting verklaard wordt dat het mechanisme van artikel 46 van de organieke wet van 29 maart 1962 wordt overgenomen. In artikel 46, vijfde lid, waar paragraaf 3, eerste lid, op voortbouwt ging het echter om een mogelijkheid, terwijl het in de ontworpen tekst om

.../...

een verplichting van de gemeente lijkt te gaan, alhoewel in het tweede lid geschreven staat dat het college van burgemeester en schepenen de vergunning "(eveneens) kan" weigeren.

De tekst moet worden herzien.

Artikel 28.

Onderverdeling 2° van het ontworpen artikel 139 is onnodig aangezien artikel 139, tweede lid, reeds voorschrijft dat "de Executieve de lijst van de publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in het eerste lid (bepaalt)".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-F. NEURAY, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.